

LE CITOYEN ET LA POLITIQUE

À ce jour, la confiance du peuple français en ses institutions, qu'elles soient politiques, scientifiques ou économiques, est plus que jamais fragilisée. À travers son roman *Les raisons de la Défiance*, Luc Rouban, analyse une décennie mouvementée, une société déchirée par des crises à répétitions et un fossé de plus en plus marqué entre les différentes classes sociales. Au-delà d'une simple perte de confiance, ces événements ont mené la France à voir sa hiérarchie et son système reconfigurés, une souveraineté du peuple questionnée et une « nation française » de plus en plus abstraite.

Si la première crise majeure évoquée par l'auteur dans son livre est la pandémie de la Covid-19, il semble plus logique de procéder de manière chronologique. Le premier séisme social dont l'hexagone fut victime, il y a maintenant quatre ans, c'est la crise des Gilets Jaunes. Un mouvement social naît d'un profond mécontentement face aux disparités économiques et sociétales. Initialement mobilisés contre la hausse des taxes sur les carburants, les revendications des manifestants aux gilets fluorescents se sont rapidement multipliées. Augmentation du pouvoir d'achat, réduction des taxes, améliorations des services publics, tant de désirs, sur lesquels le gouvernement a décidé de fermer les yeux. À ce moment là, cependant, il est question uniquement de colère, pas de confiance, les Français sont mécontents mais pas méfiants. C'est la seconde crise qui va heurter le pays qui va fragiliser les liens de confiance entre le peuple et les institutions.

Comme le relève très justement l'auteur, une situation aussi inédite que l'a été celle de l'apparition du coronavirus suivie du confinement, aurait pu susciter un élan d'union nationale. Ça a été en réalité tout le contraire. La crise sanitaire a même fait des dommages collatéraux en termes d'effondrement de la confiance. Les médias, chargés de relayer les informations concernant l'évolution du virus, ont été pointés du doigt comme « collabos » ou « pantins » du gouvernement. Les Français ont cessé de les croire. Les scientifiques, dont les avis divergeaient, se croisaient et se décroisaient constamment, ont eux aussi perdu en crédibilité. On a cessé de croire en la science. Pour ce qui est du gouvernement, c'est le manque de transparence et d'honnêteté envers les citoyens qui leur a fait défaut. Si le confinement n'a pas été réellement contesté, la gestion post quarantaine, elle, a marqué le début d'un déclin, notamment avec l'affaire des masques hygiéniques. Dont l'obligation dépendait du nombre de stock que la France possédait et non de leur utilité dans la lutte contre la propagation du virus. Malheureusement, ces perturbations houleuses n'étaient même pas le zénith des tensions entre les Français et leurs institutions. Le pire restait à venir.

Le coup de massue dans la relation entre les individus et leurs élites, ce fut la réforme des retraites. Cette réforme, pourtant annoncée depuis des années et remise sur le devant de la scène lors de la campagne présidentielle de 2022 n'a pas seulement fait voler en éclats les derniers liens de confiance qui régnait en France, elle également divisée les Français. Lorsqu'un peuple de révolutionnaire se heurte à un gouvernement obstiné, il ne peut en résulter que des étincelles. Des manifestations et des blocus par centaines, un pays presque complètement à l'arrêt, mais un président qui reste campé sur ses positions. Pour les

citoyens, le message est clair : la volonté du peuple ne compte pas aux yeux d'Emmanuel Macron. La confiance semble rompue pour de bon.

Peut-on espérer que la défiance des Français envers leurs institutions cesse un jour ? La confiance, avec laquelle le pouvoir exécutif a tant joué, pourra-t-elle être, un jour, rétablie ? Des problématiques aussi désolantes qu'urgentes, car responsable d'une crise sociale, politique et économique au sein d'un pays qui s'endette et s'affaiblit de jour en jour.

Noémie Carnet
Classe C / Groupe 1